



BP 43670 • 54097 Nancy cedex
Tel : +33 (0)6 25 40 59 21
Courriel : secretariat.national@ant-france.eu – site internet : www.ant-france.eu

Membre de la Fédération LGBT - Membre du RAVAD (Réseau d'aide aux victimes d'agression et de discrimination)

Communiqué de presse du 24 février 2018

Une nouvelle équipe pour préparer l'avenir !

L'Association Nationale Transgenre (ANT) a tenu son Assemblée générale samedi 17 février à Nancy, dans les locaux d'Équinoxe Centre LGBT Lorraine sud. Rassemblant la plupart de ses responsables régionales et nationales, et une partie de ses adhérent-e-s, ce temps associatif a permis de faire un bilan des actions et du fonctionnement de l'association afin de préparer l'avenir.

L'ANT s'appuie sur une activité associative diversifiée et de qualité pour accueillir, informer et défendre les droits des personnes transgenres, lutter contre la transphobie et sensibiliser le grand public : permanences associatives dans ses groupes et antennes en régions, édition d'outils informatifs et pédagogiques, présence sur les réseaux sociaux, travaux avec les institutions et les associations LGBTI. Cette capacité d'action variée a été plébiscitée et reconduite : proposer à la fois une démarche d'aide et de soutien aux personnes et conduire des politiques militantes marquées est une identité incontournable de l'Association Nationale Transgenre depuis sa construction ; elle sera amenée à se développer dans les prochaines années.

Fortement ancrée au sein du mouvement lesbien, gay, bisexuel, transgenre, intersexe (LGBTI), fondant son action sur la lutte contre l'hétéropatriarcat et toute forme de haine des minorités, l'ANT réaffirme son refus de toute emprise psychiatrique et pathologisante, trop souvent pratiquée par la médecine française à l'encontre des personnes transgenres et intersexes. Il n'est plus supportable aujourd'hui, avec l'approbation des institutions de santé publique, de voir une mise en place d'équipes médicales adeptes de protocoles maltraitants et normatifs, et niant le droit des personnes concernées à choisir leurs praticiens. Un droit pourtant censé être garanti par le code de la sécurité sociale... Le Ministère de la santé doit agir de concert avec les associations transgenres et intersexes pour mettre fin à cette situation. Autre sujet fort d'inquiétude, l'ANT est sidérée par l'immobilisme du nouveau gouvernement sur la question des droits des personnes transgenres, et son incapacité à lutter efficacement contre la transphobie dans les établissements scolaires et universitaires. La première année après les élections présidentielles et législatives va se terminer et on ne peut faire qu'un triste constat : aucune politique n'est actuellement envisagée par le Ministère de l'Éducation nationale sur ces problématiques.

Il n'est plus temps pour nos dirigeants de faire l'autruche face aux violences et discriminations commises à l'égard des personnes à raison de leur identité de genre. À quand donc la mise en place d'une réelle politique de lutte contre la transphobie, la fin des mutilations des enfants intersexes, ainsi qu'un changement d'état civil libre et gratuit en mairie, dans le respect des dernières résolutions 2048 (2015) et 2191 (2017) du Conseil de l'Europe ? Le gouvernement pourtant, si prompt à défendre la construction européenne, n'a, à l'évidence, pas la même cohérence pour appliquer de facto ces résolutions qui exigent des États européens le respect des droits de leurs populations transgenre et intersexe !

Association Nationale Transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345
SIRET 530 483 734 00030 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)

Afin de répondre à ces enjeux cruciaux, l'Association Nationale Transgenre s'est dotée d'un Conseil d'administration renouvelé, composé de huit membres, offrant un nouveau visage avec une diversité d'âge, d'expérience, d'origine sociale et d'identité de genre. Il est composé des responsables associatives suivantes : Stéphanie Nicot, administratrice en lien avec la Fédération LGBTI ; Tania Charrier, trésorière ; Émilie Garçon, administratrice en lien avec le centre LGBT de Paris Île-de-France ; Élise Éscalle, secrétaire nationale ; Oryanne Bertaux, secrétaire nationale adjointe ; Maël Pirsch, administrateur chargé de la communication ; Clara Boullault, administratrice ; Delphine Ravisé-Giard, présidente.

Le message porté par la toute nouvelle direction de l'association est clair : pas de répit pour la transphobie ! Toute personne doit avoir la garantie par l'État de ses droits humains, notamment ceux liés au respect et à la reconnaissance de son identité de genre !

Pour l'Association Nationale Transgenre,
Delphine Ravisé-Giard
Présidente

Mail : porte.parole@ant-france.eu

Mobile : +33 (0)6 11 63 48 00

Site Internet : www.ant-france.eu

Association Nationale Transgenre

Association loi de 1901 • enregistrée à la préfecture de Meurthe et Moselle sous le n° W543003345
SIRET 530 483 734 00030 • Non soumise à la TVA (article 293B du CGI)